

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26  
Présents : 17  
Procuration(s) : 6  
Absent(s) : 3  
Nombres de votants : 23  
Votes pour : 23  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : mercredi 12 mars 2025

**DELIBERATION N°DL\_CP2025\_0051**

**Portant sur l'adhésion du Conseil départemental de Mayotte à l'Association Transcité**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,  
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,  
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,  
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,  
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,  
Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Daniel ZAIDANI

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3121-22 et L. 3122-5 ;
- Vu les articles L. 3121-22 et L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°DL\_2021\_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;

**Considérant :** le rapport n°2025-02482 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant :** l'avis de la Commission Administration Générale, Transport et Transition Ecologique en date du 18 mars 2025.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

**Article 1 :** d'approuver les statuts de l'association Transcité ;

**Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à adhérer à l'association Transcité et de signer tous les actes nécessaires à l'adhésion ;

**Article 3 :** de fixer le montant de cotisation annuelle à **3000,00€** pour le Conseil départemental ;

**Article 4 :** que le Président du Conseil départemental désigne par arrêté, les représentants du département au sein de l'association Transcité ;

**Article 5 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et affichage et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**



**Ben Issa OUSSENI**

## STATUTS

### TRANS.CITE

#### Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Octobre 1995

Mis à jour en date du 3 octobre 2006

Mis à jour en date du 29 septembre 2011

Mis à jour en date du 27 septembre 2012

Mis à jour en date du 29 septembre 2016

Mis à jour en date du 19 octobre 2017

Mise à jour en date du 9 décembre 2020

**Mise à jour en date du 30 novembre 2023**

#### Certifiés conformes

Le Président,



**Luc FRANCOIS**

Le Délégué Général,

**Guillaume ARIBAUD**



**TITRE 1 - FORME - DÉNOMINATION - SIÈGE - DURÉE**

**ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé, entre les soussignés et les personnes physiques et morales qui adhéreront aux présents statuts et rempliront les conditions ci-après fixées, une association déclarée qui sera régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et les présents statuts.

**ARTICLE 2 - OBJET**

Les adhérents visés à l'article 1 ci-avant, considèrent que le développement des services de mobilité joue un rôle majeur dans l'aménagement durable du territoire, la cohérence des politiques intercommunales et régionales, et le renforcement de la cohésion sociale et territoriale. Forts de cette vision commune de la mobilité en France, en Europe et dans le monde entier, les adhérents manifestent l'intérêt d'un lieu d'échanges des expériences et des idées en ce domaine.

Conformément à ses objectifs, l'association a pour objet de :

- créer une structure d'échanges qui soit un lieu de réflexion sur le rôle de la mobilité, entre élus en charge des politiques de mobilité, ainsi qu'entre élus et professionnels,
- d'instruire des sujets autour de thématiques d'actualité et prospectives pour nourrir la réflexion des différents acteurs des services publics de la mobilité, dans l'intérêt général.

**ARTICLE 3 - DENOMINATION**

La dénomination de l'association est TRANS.CITE.

**ARTICLE 4 - SIEGE**

Le siège de l'association est établi au 3, allée de Grenelle – CS20098 – 92442 Issy-les-Moulineaux cedex.

Il peut être transféré en tout autre endroit sur décision de l'assemblée générale extraordinaire des membres.

**ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de l'association est illimitée.



## ARTICLE 6 – REPRESENTATION D'INTERETS :

L'association Trans.Cité n'a pas vocation à mener des actions de représentation d'intérêts au sens de l'article 18-2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Les objets précisés à l'article 2 sont réalisés sans aucun objectif d'influence sur une décision publique au sens des dispositions du décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts.

Aussi bien à l'interne qu'à l'externe, les membres ne peuvent se servir de l'association pour mener des actions de représentation d'intérêts auprès des décideurs publics ou des élus de niveau national ou local, comme précisé dans l'article 1 du règlement intérieur de l'association.

## TITRE II - MEMBRES DE L'ASSOCIATION

### ARTICLE 7 – MEMBRES

- L'association se compose :
  - de membres adhérents,
  - de membres partenaires,
  - de membres associés,
  - de membres bienfaiteurs.
- Les **membres adhérents** sont des Collectivités Territoriales ou des Autorités Organisatrices de la Mobilité, en France, en Europe ou dans le monde entier, ou des sociétés ou des opérateurs, sur ces territoires, ayant au titre de leurs activités, la gestion du transport public de voyageurs, adhérant aux objectifs de l'association et réglant à ce titre la cotisation annuelle selon le barème fixé au Règlement Intérieur. Chaque membre adhérent dispose d'une voix aux assemblées générales et désigne son représentant.
- Les **membres partenaires** sont des sociétés de conseils ou d'expertises disposant d'une compétence dans le secteur de la mobilité, pouvant participer aux travaux et activités de l'association et réglant à ce titre la cotisation annuelle selon le barème fixé au Règlement Intérieur. Le membre partenaire ne dispose pas de droit de vote aux assemblées générales.
- Les **membres associés** sont des organismes ou des institutions n'appartenant pas au secteur de la mobilité, mais qui, du fait de leur expérience ou de leurs références, contribuent au développement de l'association, moyennant une cotisation annuelle selon le barème fixé au Règlement Intérieur. Chaque membre associé dispose d'une voix aux assemblées générales et désigne son représentant.
- Les **membres bienfaiteurs** sont des personnes physiques ou morales versant une cotisation annuelle minimale selon le barème fixé au Règlement Intérieur, et contribuant fortement, du fait de leur expérience, aux travaux et activités de l'association. Chaque membre bienfaiteur dispose d'une voix aux assemblées générales et désigne son représentant.

## ARTICLE 8 – ADHESION

Tout candidat à l'adhésion à TRANS.CITE s'engage à respecter les Statuts, le Règlement Intérieur et à participer aux travaux, en partageant les valeurs fondatrices de l'association, soit :

- Un partage des savoir-faire, des expériences, des cultures, des points de vue dans un climat de confiance, de respect mutuel et de convivialité.
- Un partenariat où l'approche politique est accompagnée par un apport professionnel imprégné du sens de l'intérêt général.
- Une réflexion commune sur l'ensemble des mobilités, en les intégrant dans une vision urbanistique, sociale et environnementale large et prospective.
- Un attachement à l'intérêt général et au service public, par la mise en œuvre d'une politique locale, dont le résultat bénéficie largement au partenaire public et aux usagers du réseau de transport.

Les demandes d'adhésion sont formulées par écrit et examinées par le Bureau de l'association qui prend sa décision à l'unanimité et vérifie, notamment, si les conditions requises par les Statuts sont remplies. La décision du Bureau n'a pas à être motivée et ne peut faire l'objet d'aucun recours.

## ARTICLE 9 – DEMISSION, EXCLUSION

Le Règlement Intérieur fixe les modalités de la démission d'un membre.

Le Bureau a la faculté de prononcer l'exclusion d'un membre pour les motifs et selon les modalités définis au Règlement Intérieur.

La démission ou l'exclusion d'un membre, ne met pas fin à l'association qui continue d'exister entre les autres membres.

## ARTICLE 10 – COTISATIONS

La cotisation est proposée annuellement par le Bureau à l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Les cotisations sont payables aux échéances fixées par le Règlement Intérieur.

# TITRE III – ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

## ARTICLE 11 – BUREAU

L'association est administrée par un bureau composé de onze (11) membres titulaires et de cinq (5) membres suppléants élus par l'assemblée générale ordinaire parmi les membres adhérents et bienfaiteurs.

En cas d'absence ou d'empêchement de membres titulaires, les membres suppléants représentent les membres titulaires au sein du collège pour lequel ils sont élus et votent en lieu et place des membres titulaires, dans les conditions définies à l'article 11.1 ci-après.

### **11-1 Election des membres du Bureau**

Pour l'élection des membres du Bureau, les représentants des membres se répartissent en trois collèges :

- Le collège des « élus » est constitué des représentants des Collectivités Territoriales ou des Autorités Organisatrices de la Mobilité, en France, en Europe ou dans le monde entier, ou des représentants des Collectivités Territoriales dans les organes de direction des sociétés de transport public de voyageurs adhérentes à l'association. Ce collège est composé de huit (8) membres titulaires et de quatre (4) suppléants choisis pour une durée de 3 ans.
- Le collège des « professionnels » est constitué des représentants des sociétés de transport public de voyageurs adhérentes à l'association, assurant la direction effective ou technique de l'entreprise. Ce collège est composé de deux (2) membres titulaires et d'un (1) suppléant, choisis parmi les représentants des sociétés pour une durée de 3 ans.
- Le collège des « bienfaiteurs » est constitué d'un représentant des membres bienfaiteurs qui désignent un (1) membre titulaire pour une durée de 3 ans.

En cas de vacance d'un membre titulaire du Bureau ou d'un suppléant pour cause de démission, absence prolongée ou toute autre raison, le Bureau pourra pourvoir provisoirement au remplacement de ce membre titulaire ou suppléant. Ces nominations seront soumises à la ratification de l'assemblée générale ordinaire la plus proche. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'échéance où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Il est précisé que chaque membre adhérent ne peut avoir qu'un seul membre représentant au Bureau.

### **11.2 Fonctionnement du Bureau**

La présidence de l'association est assurée pour un mandat unique de trois ans - *chaque année s'entendant de l'intervalle séparant deux assemblées générales ordinaires annuelles* - par un(e) Président(e) choisi(e) parmi les membres titulaires du Bureau, au sein du collège des « élus ». Le(a) Président(e) est élu(e) par l'assemblée générale sur proposition du Bureau.

Le Bureau peut également proposer à l'Assemblée Générale la nomination d'un(e) vice-président(e) qui est nommé(e), pour la durée du mandat du (de la) Président(e) et choisi(e) parmi les membres titulaires du Bureau au sein du collège des « élus ».

## **ARTICLE 12 - REUNION ET DELIBERATIONS DU BUREAU**

Le Bureau se réunit (en présentiel ou en distanciel) au moins deux fois par an, et aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige sur convocation de son(sa) Président(e), dans le lieu qui lui paraît le plus opportun.

Le Bureau est présidé par le(a) Président(e). En son absence, il est présidé par le(a) vice-président(e).

La présence, ou la participation à distance, de la moitié au moins des membres, personnes physiques, du Bureau est nécessaire pour la validité des délibérations.



A l'exception des décisions prises à l'unanimité des membres présents ou participant à distance, pour l'acceptation d'une demande d'adhésion à l'association, ainsi que pour la fixation du montant des cotisations, les décisions du Bureau sont prises à la majorité des voix des membres présents ou participant à distance, chaque membre disposant d'une seule voix. En cas de partage des voix celle du (de la) président(e) est prépondérante.

Les modalités de la constatation des délibérations du Bureau sont fixées par le Règlement Intérieur.

### **ARTICLE 13 - POUVOIRS DU BUREAU**

Le Bureau est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association et faire ou autoriser tous actes et opérations permis à l'association et qui ne sont pas réservés aux assemblées générales.

Le Bureau peut prendre à bail les locaux nécessaires aux besoins de l'association, faire effectuer toutes réparations, acheter ou vendre tous titres ou valeurs et tous biens meubles et objets mobiliers, faire emploi des fonds de l'association et représenter l'association tant en demande qu'en défense.

### **ARTICLE 14 - EXECUTIF DE L'ASSOCIATION**

Pour son fonctionnement, l'exécutif de l'association est assuré par un(e) Délégué(e) Général(e), salarié(e) par l'association. Le(a) Délégué(e) Général(e) est nommé(e) par le Bureau.

Le(a) Délégué(e) Général(e) agit en toutes circonstances dans le cadre défini par le Bureau dont il(elle) exécute les décisions et assure les missions et tâches de gestion courante dans le cadre défini par le Règlement Intérieur. Il(elle) peut recevoir délégation des membres du Bureau pour assurer le fonctionnement et la représentation de l'association.

Le(a) Délégué(e) Général(e) peut, après approbation du Bureau, s'entourer des collaborateurs nécessaires à l'exécution de sa mission.

### **ARTICLE 15 - ASSEMBLEES GENERALES**

Les assemblées générales sont de deux sortes :

- extraordinaires quand leurs décisions portent sur la modification des Statuts,
- ordinaires dans les autres cas.

Les assemblées générales sont présidées par le(a) Président(e) de l'association ou à défaut par le(a) vice-président(e) ou à défaut par un membre désigné par le Bureau à la majorité des présents.

Les membres adhérents, les membres associés et les membres bienfaiteurs participent à l'assemblée générale. Les membres empêchés peuvent donner pouvoir à un autre membre. Chaque membre présent ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

La moitié au moins des membres présents ou représentés est nécessaire pour la validité des délibérations. Si le quorum n'est pas réuni, on procède à la convocation d'une deuxième assemblée ; dans ce cas-là aucun quorum n'est requis.



## **ARTICLE 16 - CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR**

Les modalités de convocation des assemblées générales sont fixées par le Règlement Intérieur.

## **ARTICLE 17 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an pour examiner le compte rendu des travaux du Bureau et les comptes de l'association ; elle statue sur leur approbation.

Elle vote le budget suivant et fixe les cotisations.

Elle peut désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes, titulaires et suppléants, hors Bureau, pour contrôler les comptes.

L'assemblée générale ordinaire ratifie la nomination des membres du Bureau nommés provisoirement, pourvoit au remplacement des membres du Bureau. Elle statue sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'association. Elle donne toutes autorisations au bureau, au (à la) Président(e) et au (à la) Délégué(e) Général(e) pour effectuer toutes opérations entrant dans l'objet de l'association, pour lesquelles les pouvoirs qui leur ont été conférés par les Statuts sont insuffisants et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la loi de 1901.

L'assemblée générale ordinaire peut modifier le Règlement Intérieur dans toutes ses dispositions.

Dans tous les cas, elle statue à la majorité absolue des membres présents ou représentés, chaque membre présent ne pouvant détenir qu'un seul pouvoir.

## **ARTICLE 18 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions. Afin de délibérer valablement, la moitié des membres doit être présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint une deuxième assemblée est convoquée dans les meilleurs délais. Lors de cette deuxième assemblée, aucun quorum n'est requis.

L'assemblée générale extraordinaire peut décider la dissolution de l'association ou son affiliation à toute union d'associations.

Dans tous les cas, elle statue à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, chaque membre présent ne pouvant détenir qu'un seul pouvoir.

## **ARTICLE 19 - DISSOLUTION**

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par l'assemblée générale extraordinaire et à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

## **ARTICLE 20 - PROCES-VERBAUX**

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par le(a) Président(e) et le(a) secrétaire de séance.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou pour toute formalité, sont signés par le(a) Président(e) ou par deux membres du Bureau.

LF 7

#### **TITRE IV - BUDGET DE L'ASSOCIATION**

##### **ARTICLE 21 - RESSOURCES**

Les ressources de l'association se composent :

- des cotisations versées par les membres,
- des produits, des dons,
- des ressources créées à titre exceptionnel.

##### **ARTICLE 22 - DEPENSES**

L'association utilise ses ressources dans le cadre d'un budget voté par l'assemblée générale ordinaire, pour des emplois ayant trait à l'objet de l'association.

##### **ARTICLE 23 - COMPTABILITE**

Il est tenu, au jour le jour une comptabilité d'engagement.

Cette comptabilité est arrêtée chaque année au 31 décembre.

##### **ARTICLE 24 - REGLEMENT INTERIEUR**

Le Règlement Intérieur auquel il a été référé sous divers articles des présents Statuts, et dont il formera l'indispensable complément, aura même force que ceux-ci, et devra être exécuté comme tel par chaque membre de l'association aussitôt après son approbation par l'assemblée générale ordinaire.